

# «L'Europe disparaîtra-t-elle de la scène internationale?»

## LE RÉSUMÉ

Jean-Claude Juncker donnait mercredi son discours sur l'état de l'Union.

**Tout en égrenant les initiatives de sa Commission, il a brossé le tableau apocalyptique d'une Union qui ne se ressaisirait pas.**

FRÉDÉRIC ROHART

Avec son air fatigué, Jean-Claude Juncker incarne cruellement l'état de santé de l'Union européenne. Exsangue, elle broie du noir et lui aussi – même s'il tente de montrer qu'un nouveau souffle est possible si les dirigeants de l'Europe le souhaitent. L'Union ne va décidément pas mieux qu'il y a un an, quand le président de la Commission avait livré, en pleine crise migratoire, un discours sur l'état de l'Europe aux accents dramatiques. Devant le Parlement européen, le Luxembourgeois a répété mercredi son constat d'alors: il n'y a pas assez d'Europe dans cette Union, et «pas assez d'Union» tout court.

■ **«C'est comme s'il n'y avait plus de point de rencontre entre l'Union et ses capitales.»**

L'Europe «disparaîtra-t-elle de la scène internationale en laissant à d'autres le soin de façonner le monde?», interroge Juncker. Le séisme du Brexit ne serait pas aussi dramatique s'il n'accentuait la désunion visible des dirigeants européens. «C'est comme s'il n'y avait quasiment plus de point de rencontre entre l'Union et ses capitales nationales.» Alors que la Hongrie et la Pologne plaident pour un affaiblissement de la construction européenne au profit des nations, Juncker appelle à «surmonter les tragiques divisions qui sont apparues entre l'Est et l'Ouest». Sur ce plan, dit-il, «les douze prochains mois seront décisifs». Il tente de tracer les contours d'une Union ambitieuse dans ses attributions mais modeste dans sa

destinée: «Nous ne sommes pas les États-Unis d'Europe», n'en déplaise à Victor Hugo.

■ **«Nous risquons de devenir la risée de tous.»**

Alors que le grand sujet de discordance entre les États membres reste la gestion de la crise migratoire et les mécanismes de solidarité qui devraient en découler, Juncker concentre son intervention sur le socio-économique. Les Européens veulent des «solutions concrètes», il va leur en livrer. La première carte qu'il avance est sociale: «L'Europe doit mettre l'accent sur une économie sociale sans dumping social.» Et la première manifestation de cette volonté est la proposition de garantir aux travailleurs détachés un salaire égal à celui des travailleurs du pays où ils sont envoyés – «L'Europe n'est pas le Far West, c'est une économie sociale de marché». N'en déplaise aux pays de l'Est qui voient une attaque dans cette nouvelle ambition.

Juncker répète sa ligne sur les entreprises qui doivent «payer des impôts là où [elles font] des bénéfices» et défend une application souple du pacte budgétaire pour donner un peu d'air aux gouvernements. Sans pour autant créer «un pacte de flexibilité». Il propose surtout de doubler la durée du fonds pour les investissements stratégiques, qui devrait fournir au total «au moins 500 milliards d'euros d'ici à 2020».

■ **«Une Europe qui protège est une Europe qui se défend.»**

Juncker annonce des initiatives concrètes pour créer de l'emploi et dynamiser l'économie: déployer la 5G dans toute l'Union pour 2025 générerait «deux millions d'emplois», et la Commission entend équiper «chaque ville d'Europe d'un accès internet sans fil gratuit» d'ici 2020. Il défend bien sûr la ratification de l'accord de libre-échange négocié avec le Canada – le meilleur du genre selon lui: «L'Europe sera-t-elle encore capable de conclure des accords

commerciaux et de proposer au monde des normes économiques, sociales et environnementales?» interroge-t-il, alors que la fronde contre ce Ceta est plus vive que jamais.

Il met sur le même plan l'accord de Paris sur le climat, que les États membres ne se pressent pas de ratifier: «Plus nous attendons et plus nous risquons de devenir la risée de tous et de perdre en crédit sur la scène internationale.»

La question migratoire n'est plus au cœur de son discours, mais il plaide pour avancer dans la concrétisation des frontières de l'Europe: «Je veux voir le déploiement, dès le mois d'octobre, d'au moins 200 gardes fron-

tières» en Bulgarie. Et pour novembre, annonce Juncker, la Commission va proposer un «système européen d'informations de voyage», qui doit déterminer qui est autorisé ou non à venir vers l'UE. Car «une Europe qui protège est une Europe qui se défend», dit-il alors que la France et l'Allemagne veulent créer les bases d'une Europe de la défense.

Beaucoup de choses, des choses concrètes. Mais pour la vision de long terme, on repassera: «La Commission dessinera cette vision pour l'avenir dans un Livre blanc qu'elle publiera en mars 2017», indique le Luxembourgeois. Dont acte.

## CONTRASTE UN DÉCONNECTÉ FACE AUX YOUTUBERS

Jean-Claude Juncker et les médias sociaux, ça fait deux. Il l'assume et en a même joué pendant sa campagne lorsqu'il brigait le poste de président de la Commission: le Luxembourgeois apparaissait dans un clip une plume d'oie à la main, rédigeant sur un parchemin le «tweet» qu'il chargeait ensuite un collaborateur de transmettre au monde. On peut être de la vieille école

tout en sachant que les nouveaux médias sont incontournables, et Juncker s'apprête à faire un nouveau pas pour le montrer. Ce jeudi matin, il va se faire interviewer en direct sur la plate-forme vidéo YouTube par trois «stars» du web. Une première pour un président de la Commission qui prend exemple sur Barack Obama – l'Américain s'est déjà adonné plusieurs fois à l'exercice après ses discours sur l'état de l'Union (l'autre). La Française Laetitia Birbes, qui dédie sa chaîne à son style de vie écolo et au végétarisme, l'Allemand Jonas Ems, spécialisé dans la vidéo de divertissement, et le polonais Lukasz Jakobiak, qui anime un «talk-show» dans un appartement de 20 m<sup>2</sup>, vont donc «interviewer» le Luxembourgeois. L'échange organisé par Google et Debating Europe sera présenté – encadré? – par une journaliste d'Euronews. Les «youtubers» devraient relayer des questions posées par des internautes sur les réseaux sociaux via le hashtag #Ask-Juncker. À suivre sur la chaîne YouTube de la Commission.

F.R.

## Manfred Weber

Chef du groupe conservateur (PPE) au Parlement européen

**«Arrêtez le populisme de bas étage! Assumez enfin vos responsabilités (...). Les dirigeants politiques doivent avoir des convictions, ils doivent être passionnés.»**

## Guy Verhofstadt

Chef du groupe libéral (ALDE) au Parlement

**«Arrêtons notre dépression collective. Saisissons l'opportunité (du Brexit) pour réinventer l'Europe.»**